



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Fonds national de solidarité

Rapport d'activité Exercice 2014

tel qu'il a été approuvé par le comité-directeur dans sa séance
du 25 février 2015

Table des matières

1. Administration et personnel	2
2. Revenu minimum garanti	3
2.1. Législation :	3
2.2. Dépenses :	3
2.3. Barème RMG pour la période du 1.1.2014 - 31.12.2014	4
2.4. Prestations brutes (RMG et/ou ATI respectivement bénéficiaires article 13)	5
2.5. Statistiques diverses	6
2.6. Recettes :	10
3. Allocation compensatoire	15
3.1. Législation :	15
3.2. Commentaires :	15
4. Allocation spéciale en faveur de personnes gravement handicapées	16
4.1. Législation :	16
4.2. Commentaires :	16
5. Avance et recouvrement de pensions alimentaires	17
5.1. Législation :	17
5.2. Commentaires :	17
6. Allocation de vie chère	19
6.1. Législation :	19
6.2. Commentaires :	19
6.3. Evolution allocation de chauffage 2003 – 2008 / allocat. de vie chère 2009 - 2014 ..	20
7. Accueil gérontologique	22
7.1. Législation :	22
7.2. Commentaires :	22
8. Revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH)	23
8.1. Législation :	23
8.2. Commentaires :	23
9. Forfait d'Education	25
9.1. Législation :	25
9.2. Commentaires :	25
10. Répression des Fraudes et Recouvrement	28
11. Service Restitutions	29
11.1. Evolution Recouvrements et Restitutions	30

1. Administration et personnel

Législation :

Loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité

Arrêté grand-ducal du 20 août 1960 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité

Règlement grand-ducal du 11 août 1970 déterminant les modalités du contrôle de la gestion financière du Fonds national de solidarité par la chambre des comptes

Contact :

Fonds national de solidarité

Bureaux: 8-10, rue de la Fonderie

L-1531 Luxembourg

Adresse postale: B.P. 2411

L-1024 Luxembourg

Tél.: 49 10 81-1

Fax: 26 12 34 64

www.fns.lu

Comité-directeur :

Composition au 31.12.2014 :

Président : Pierre JAEGER

Membres : Romain ALFF, Malou FABER, Thomas FEIDER, Serge HOFFMANN, Robert KIEFFER, Mariette SCHOLTUS et Brigitte WEINANDY

Assiste : Claude SCHRANCK (administrateur)

Secrétaire: Patrick BISSENER

En 2014, le comité-directeur du Fonds a siégé à 11 reprises. Au cours de ces séances, outre les affaires de personnel, le comité-directeur a examiné et tranché des cas particuliers relatifs aux diverses prestations dispensées et il a été saisi de questions d'ordre général qui se rapportent à la mise en pratique des dispositions législatives. Il a en outre analysé et délibéré sur le rapport d'activité, le bilan et le compte d'exploitation ainsi que le budget relatif au prochain exercice. Les demandes de dépassements et transferts de crédit budgétaires lui ont été soumis pour approbation.

Effectif du FNS :

En 2014, l'effectif du Fonds s'élevait à 40 fonctionnaires, 21 employés (dont 3 à contrat à durée déterminée), 12 travailleurs handicapés et 27 auxiliaires (7 affectations temporaires indemnisées et 20 occupations temporaires indemnisées), soit un total de 100 collaborateurs.

2. Revenu minimum garanti

2.1. Législation :

Loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 fixant les modalités d'application de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Règlement grand-ducal du 30 décembre 2010 portant nouvelle fixation des montants du revenu minimum garanti

2.2. Dépenses :

Au 31 décembre 2014 le nombre de ménages bénéficiaires de l'allocation complémentaire et / ou d'une indemnité d'insertion, respectivement de la prestation prévue à article 13(3) s'élevait à 10.204 contre 10.208 au 31 décembre 2013, soit une régression de 4 ménages.

Le nombre de bénéficiaires d'une indemnité d'insertion a augmenté de 65 unités (+4,53%), pour atteindre le niveau de 1.500 unités au 31 décembre 2014 (2013 : 1.435).

Les cotisations relatives à l'assurance pension prévues à l'article 18 alinéa 3 ont toujours été réglées, durant le mois de juin ou juillet, par paiement unique pour l'exercice écoulé. Le Centre Commun, ayant déplacé la date d'émission de cette facture vers mi-février, il est maintenant possible d'imputer la facture sur l'exercice écoulé. Les cotisations s'élèvent pour 2013 à 1.067.559,73 € et pour 2014 à 1.036.601,57 €, soit 2.104.161,30 € au total.

Bien que la situation sur le marché du travail reste difficile, le nombre de bénéficiaires reste plutôt stable durant l'exercice 2014. Cette situation, à première vue étonnante, s'explique par la migration assez importante d'une partie des bénéficiaires RMG dans le cercle des bénéficiaires RPGH. Au vu de ce qui précède et en considération du recul de certaines recettes (voir explications ci-dessous), la dépense nette à charge du budget de l'Etat augmente de 7,08%.

2.3. Barème RMG pour la période du 1.1.2014 - 31.12.2014

Composition communauté domestique	N.I. 100 par mois	1.1.2014 - 31.12.2014	
		N.I. 775,17 par mois	immunisation 30%
1er adulte	173,92	1.348,18	1.752,64
2ème adulte	86,96	674,09	-
adulte subséquent	49,76	385,73	-
supplément pour enfant	15,81	122,56	-
un adulte + un enfant	189,73	1.470,74	1.911,97
un adulte + deux enfants	205,54	1.593,29	2.071,28
un adulte + trois enfants	221,35	1.715,84	2.230,60
un adulte + quatre enfants	237,16	1.838,40	2.389,92
un adulte + cinq enfants	252,97	1.960,95	2.549,24
deux adultes	260,88	2.022,27	2.628,96
deux adultes + un enfant	276,69	2.144,82	2.788,27
deux adultes + deux enfants	292,50	2.267,38	2.947,60
deux adultes + trois enfants	308,31	2.389,93	3.106,91
deux adultes + quatre enfants	324,12	2.512,49	3.266,24
deux adultes + cinq enfants	339,93	2.635,04	3.425,56
trois adultes	310,64	2.407,99	3.130,39
trois adultes + un enfant	326,45	2.530,55	3.289,72
trois adultes + deux enfants	342,26	2.653,10	3.449,03
trois adultes + trois enfants	358,07	2.775,66	3.608,36
trois adultes + quatre enfants	373,88	2.898,21	3.767,68
trois adultes + cinq enfants	389,69	3.020,76	3.926,99

Bonification à charge de loyer (max.): 123,95 € bruts

Cotisation assurance-maladie : 2,80%
Cotisation assurance-dépendance : 1,40 % sur RMG brut diminué de l'abattement de 480,26 € (NI 775,17)

2.4. Prestations brutes (RMG et/ou ATI respectivement bénéficiaires article 13)

	nombre de ménages bénéficiaires au		augment./ diminution	décompte	décompte provisoire	augment./ diminution
	31.12.2013	31.12.2014	en %	2013	2014	en %
RMG	9.242	9.209	-0,36%	117.484.356,63	121.548.279,09	3,46%
ATI	1.435	1.500	4,53%	26.230.212,35	27.786.165,98	5,93%
Art. 13	314	302	-3,82%	6.427.865,14	6.427.016,41	-0,01%
Totaux (*)	10.208	10.204	-0,04%	150.142.434,12	155.761.461,48	3,74%
Cotizat. Sociales (part assuré + patronale)				6.771.239,00	7.097.547,23	4,82%
Art. 18 (part assuré + patronale)				828.679,71	2.104.161,30	153,92%
Total RMG				157.742.352,83	164.963.170,01	4,58%
Loterie nationale				6.743.423	4.958.557	-26,47%
Revenus à meilleur fortune				7.876.210	9.321.113	18,35%
Successions				2.730.656	1.911.468	-30,00%
Restitutions RMG				2.902.822	1.543.722	-46,82%
Revenus divers				173	706	307,52%
Total Recettes				20.253.284,06	17.735.565,72	-12,43%
Dépense				137.489.068,77	147.227.604,29	7,08%

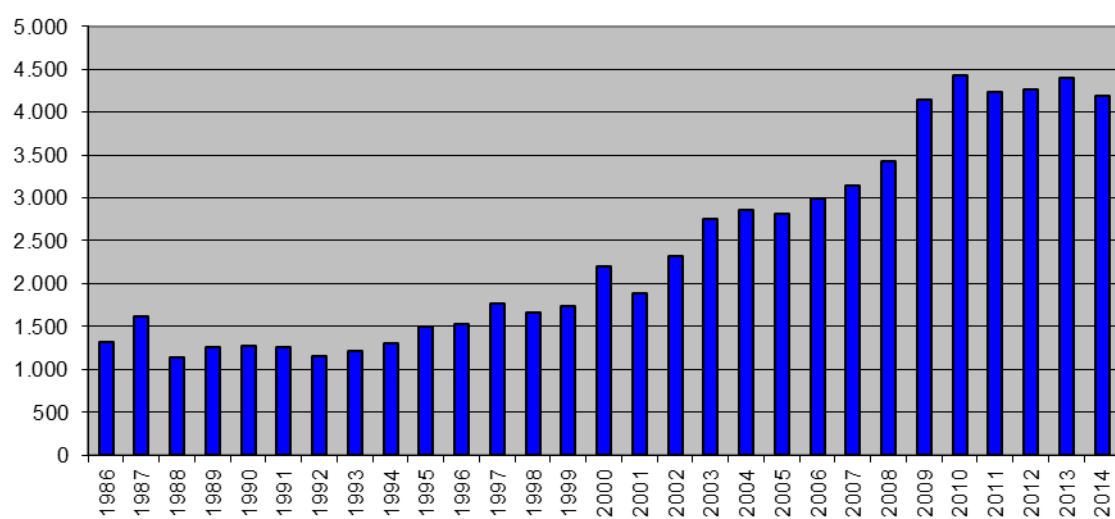
(*) Le nombre total des bénéficiaires tient compte des intersections entre les différentes catégories, c.à d. une personne touchant plusieurs prestations est considérée comme un seul bénéficiaire.

2.5. Statistiques diverses

Evolution pluriannuelle – nouvelles demandes

Exercice	demandes	Variation
1986	1.318	
1987	1.614	22,46%
1988	1.144	-29,12%
1989	1.261	10,23%
1990	1.265	0,32%
1991	1.258	-0,55%
1992	1.155	-8,19%
1993	1.217	5,37%
1994	1.306	7,31%
1995	1.495	14,47%
1996	1.527	2,14%
1997	1.766	15,65%
1998	1.666	-5,66%
1999	1.730	3,84%
2000	2.206	27,51%
2001	1.887	-14,46%
2002	2.315	22,68%
2003	2.751	18,83%
2004	2.853	3,71%
2005	2.810	-1,51%
2006	2.996	6,62%
2007	3.136	4,67%
2008	3.432	9,44%
2009	4.141	20,66%
2010	4.430	6,98%
2011	4.234	-4,42%
2012	4.267	0,78%
2013	4.391	2,91%
2014	4.188	-4,62%

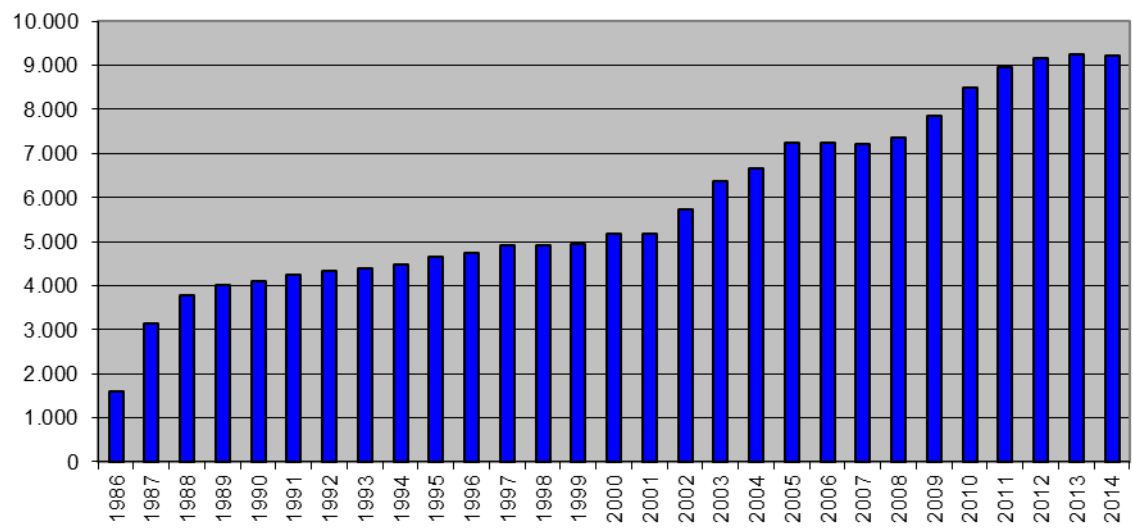
Evolution nouvelles demandes RMG



Evolution des ménages bénéficiaires d'une allocation complémentaire RMG

Exercice	Nbre au 31.12.	Variation
1986	1.606	
1987	3.148	96,01%
1988	3.770	19,76%
1989	3.998	6,05%
1990	4.109	2,78%
1991	4.249	3,41%
1992	4.342	2,19%
1993	4.377	0,81%
1994	4.483	2,42%
1995	4.648	3,68%
1996	4.746	2,11%
1997	4.899	3,22%
1998	4.927	0,57%
1999	4.950	0,47%
2000	5.163	4,30%
2001	5.163	0,00%
2002	5.738	11,14%
2003	6.367	10,96%
2004	6.662	4,63%
2005	7.238	8,65%
2006	7.243	0,07%
2007	7.205	-0,52%
2008	7.352	2,04%
2009	7.841	6,65%
2010	8.491	8,29%
2011	8.965	5,58%
2012	9.158	2,15%
2013	9.242	0,92%
2014	9.209	-0,36%

Evolution RMG



2.6. Recettes :

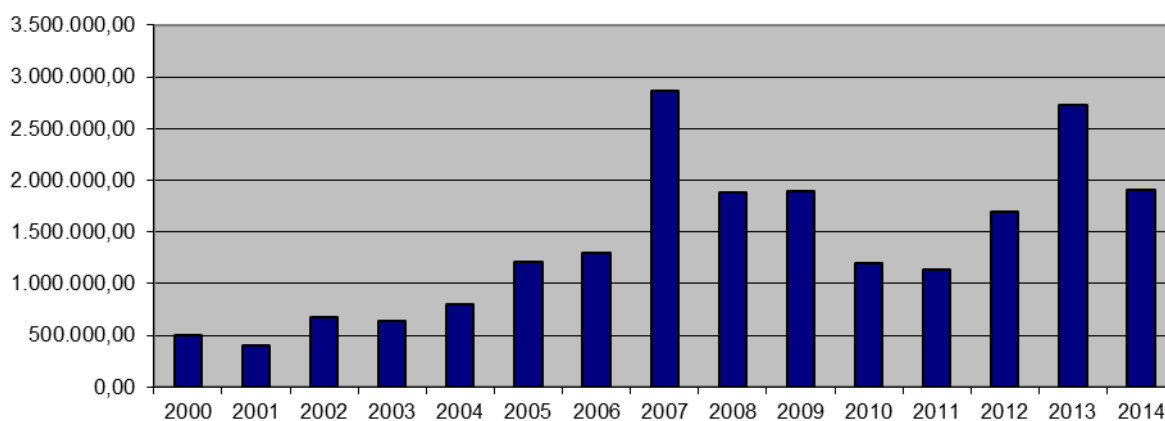
On constate une diminution des recettes de l'ordre de 2,5 millions, ceci étant dû au à la régression des recettes provenant de la loterie nationale (-1,7 millions) et l'augmentation nette des créances restant à récupérer de 1.986.336,16€ de sorte que les montants recouvrés accusent une baisse de 4,48%. Les recettes cumulées provenant des successions et des bénéficiaires revenus à meilleure fortune augmentent de 5,9% pour se monter à 11.232.580,50€. Pour la garantie en restitution des prestations versées, le Fonds est amené à gérer ± 8.000 hypothèques légales.

1. Œuvre Gr.-D. Charlotte et loterie nationale	4.958.557 €
2. Recettes provenant de la succession des bénéficiaires de l'allocation complémentaire	1.911.468 €
3. Recettes provenant de la demande en restitution à l'encontre des bénéficiaires revenus à meilleure fortune	9.321.113 €
4. Recouvrements de prestations indûment touchées	7.454.946 €
(se composant d'extourne de charges d'une part et de recettes d'autre part et tiennent compte de la variation du total à récupérer)	

Ad point 2 (successions):

Exercice	nbre		montants	
2000	16		507.591,12	
2001	23	43,75%	397.175,28	-21,75%
2002	23	0,00%	681.143,22	71,50%
2003	45	95,65%	637.757,40	-6,37%
2004	29	-35,56%	805.722,15	26,34%
2005	76	162,07%	1.210.303,23	50,21%
2006	73	-3,95%	1.300.962,03	7,49%
2007	107	46,58%	2.864.614,10	120,19%
2008	94	-12,15%	1.887.913,04	-34,10%
2009	157	67,02%	1.897.498,01	0,51%
2010	70	-55,41%	1.203.479,00	-36,58%
2011	49	-30,00%	1.138.088,13	-5,43%
2012	156	218,37%	1.700.864,28	49,45%
2013	192	23,08%	2.730.656,37	60,55%
2014	182	-5,21%	1.911.467,81	-30,00%

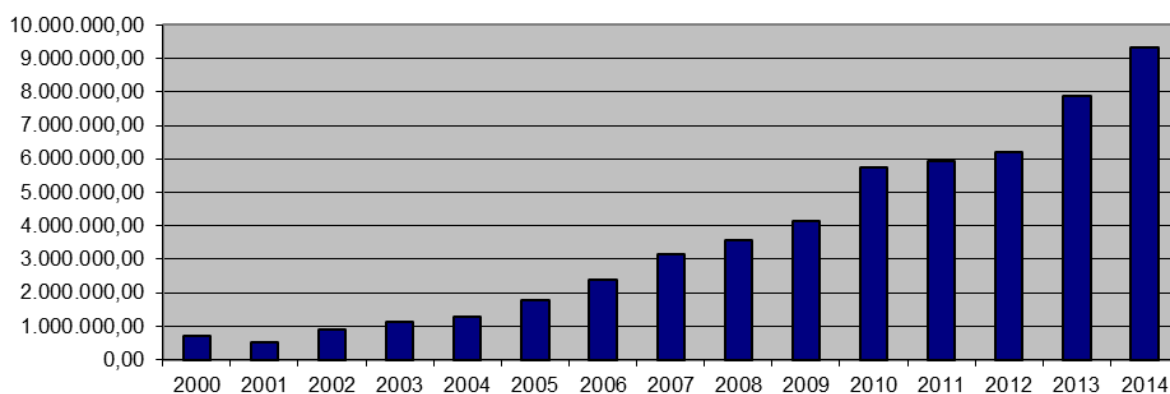
Evolution - successions



Ad point 3 (revenus à meilleure fortune):

Exercice	nbre		montants	
2000	31		704.637,57	
2001	22	-29,03%	529.727,54	-24,82%
2002	42	90,91%	898.112,48	69,54%
2003	56	33,33%	1.132.734,84	26,12%
2004	205	266,07%	1.261.900,84	11,40%
2005	108	-47,32%	1.759.180,71	39,41%
2006	101	-6,48%	2.379.686,59	35,27%
2007	163	61,39%	3.138.191,00	31,87%
2008	171	4,91%	3.561.566,69	13,49%
2009	149	-12,87%	4.122.557,15	15,75%
2010	384	157,72%	5.737.524,00	39,17%
2011	546	42,19%	5.940.676,00	3,54%
2012	500	-8,42%	6.204.095,37	4,43%
2013	623	24,60%	7.876.210,20	26,95%
2014	796	27,77%	9.321.112,69	18,35%

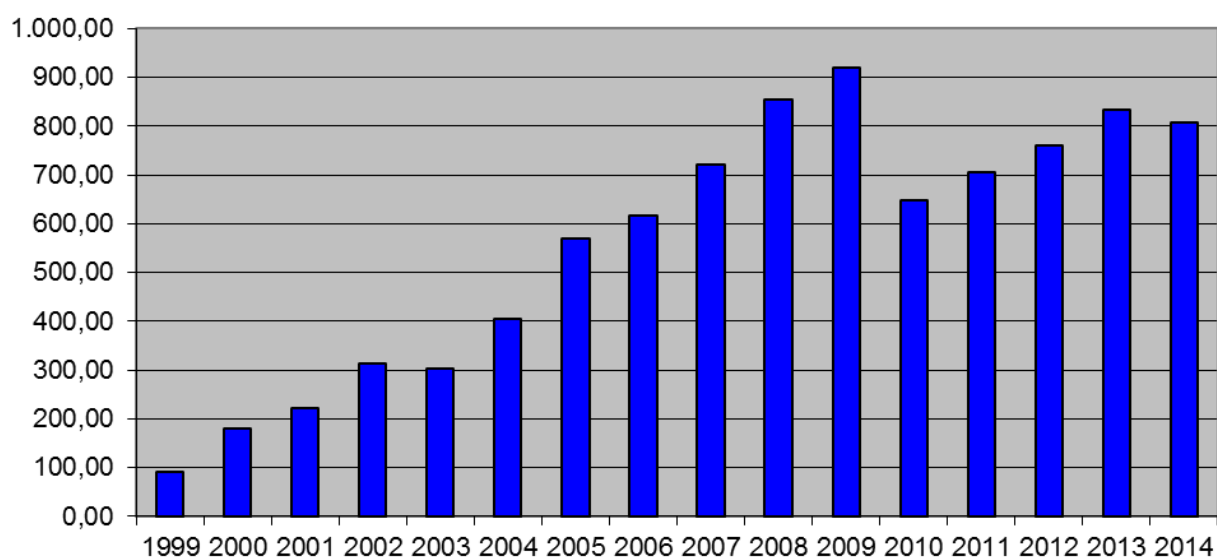
Evolution - revenus à meilleure fortune



Evolution pluriannuelle - hypothèques

Année	Hypo.	Renouv.	Postpos.	Mainlevées	Mainlevées partielles	Total
1999	91,00					
2000	181,00					
2001	221,00					
2002	313,00					
2003	302,00					
2004	404,00					
2005	569,00					
2006	617,00					
2007	720,00					
2008	854,00					
2009	919,00					
2010	648,00					
2011	706,00					
2012	760,00					
2013	833,00	147,00	3,00	340,00	15,00	1.338,00
2014	808,00	181,00	2,00	445,00	13,00	1.449,00

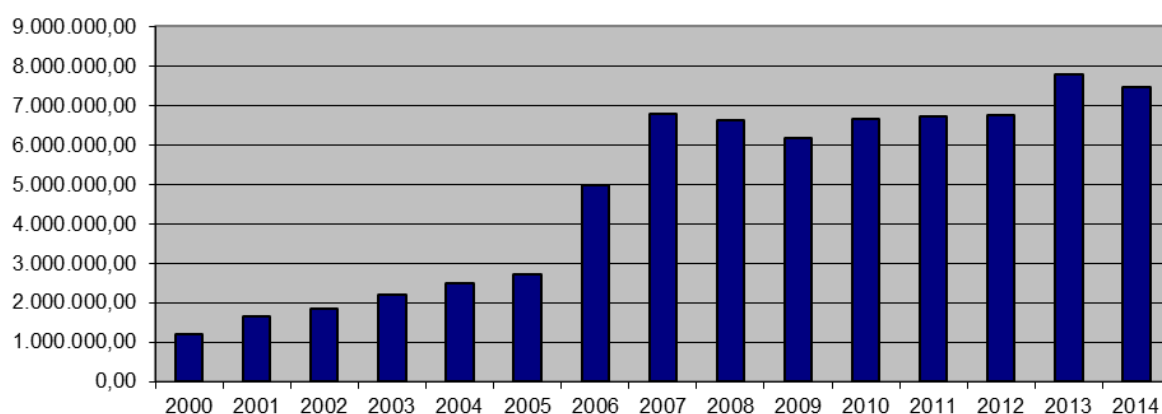
Evolution hypothèques



Ad point 4 (recouvrements de prestations indûment touchées):

Exercice	Montants	
2000	1.194.860,01	
2001	1.656.025,55	38,60%
2002	1.855.879,48	12,07%
2003	2.212.307,97	19,21%
2004	2.499.340,57	12,97%
2005	2.708.804,48	8,38%
2006	4.995.257,80	84,41%
2007	6.775.286,63	35,63%
2008	6.630.920,22	-2,13%
2009	6.175.130,90	-6,87%
2010	6.669.929,43	8,01%
2011	6.726.056,00	0,84%
2012	6.767.815,38	0,62%
2013	7.804.461,71	15,32%
2014	7.454.945,93	-4,48%

Evolution - recouvrements



3. Allocation compensatoire

3.1. Législation :

Loi du 13 juin 1975 portant création d'une allocation compensatoire en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes et de pensions

3.2. Commentaires :

L'attribution de nouvelles allocations compensatoires ayant été suspendue en 1989, par suite de l'abrogation de la législation y relative, le nombre de bénéficiaires accuse une baisse régulière. Lors de la clôture de l'exercice au 31.12.2014, le nombre de bénéficiaires s'élevait à 348 contre 394 pour l'année précédente.

La dépense 2014 (FNS + autres Caisses) s'élève à 296.340,52 €. La diminution des dépenses de 40.785,35 € par rapport à 2013 résulte exclusivement de la régression du nombre de bénéficiaires.

Caisses	nombre de bénéficiaires au		augment./ diminution	décompte	décompte provisoire	augment./ diminution
	31.12.2013	31.12.2014	en %	2013	2014	en %
FNS	5	4	-20,00%	4.868,52	4.152,62	-14,70%
CNAP	385	342	-11,17%	328.899,90	290.328,14	-11,73%
FEC	1	0	-100,00%	368,25	0,00	-100,00%
CFL	3	2	-33,33%	2.989,20	1.859,76	-37,78%
TOTAL :	394	348	-11,68%	337.125,87	296.340,52	-12,10%

4. Allocation spéciale en faveur de personnes gravement handicapées

4.1. Législation :

Loi du 16 avril 1979 portant création d'une allocation spéciale pour personnes gravement handicapées.

4.2. Commentaires :

Avec la mise en vigueur de la loi du 19 juin 1998 portant création d'une assurance dépendance l'introduction la loi du 16 avril 1979 a été abrogée. Par contre le paiement des allocations existantes est toujours assuré par le FNS pour compte de la Caisse nationale de santé. Pour le mois de décembre 667 allocations ont été payées (2013 : 708), dont

	Nombre
aveugles < 18 ans	4
aveugles > 18 ans	72
handicapés < 18 ans	163
handicapés > 18 ans	423
divers	5
total	667

31 affaires ont été annulées. Aucune affaire fait actuellement l'objet d'un recours auprès du Conseil Arbitral de la Sécurité Sociale.

Montants des allocations au 31.12.2014

N.I. 100	N.I. 775,17
89,24 €	691,76 €

La dépense a atteint le montant de 5.654.465,68 €. La diminution de 215.404,18 € par rapport à 2013 (- 3,67%) résulte de la régression constante des bénéficiaires, conséquence de l'introduction de la loi créant une assurance-dépendance.

nombre de bénéficiaires		augment./ diminution	décompte	décompte provisoire	augment./ diminution
31.12.2013	31.12.2014	en %	2013	2014	en %
708	667	-5.79%	5.869.869.86	5.654.465.68	-3.67%

5. Avance et recouvrement de pensions alimentaires

5.1. Législation :

Loi du 26.7.1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires

5.2. Commentaires :

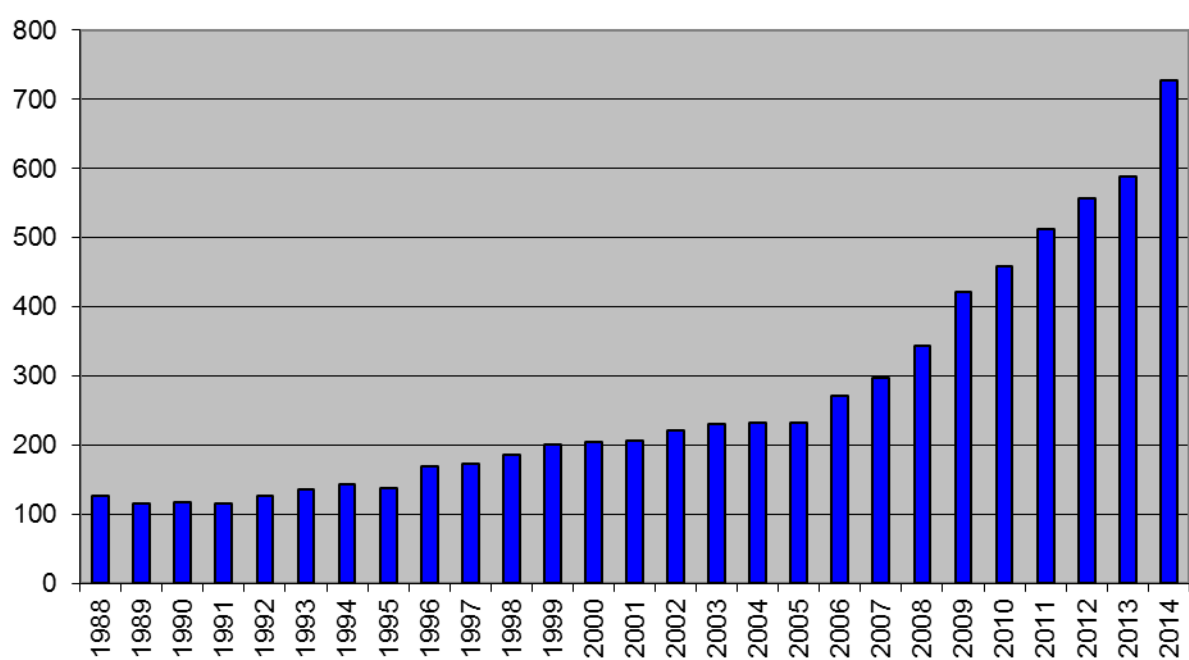
Au 31 décembre 2014 le nombre des allocataires se montait à 740 contre 589 à la fin de l'exercice précédent. 95 affaires ont été refusées, 69 suspendues et 110 se trouvent en voie d'instruction. 43 % des retraits ont été suspendus avec motif 'fin d'études de l'enfant'. Compte tenu du recouvrement de pensions qui atteint le montant de 895.058,65€ et des restitutions s'élevant au montant de 166.680,28€, la dépense à charge du budget de l'Etat est de 1.918.465,00€ pour l'exercice 2014.

Les frais de recouvrement (10%) des pensions alimentaires effectivement récupérées s'élèvent à 89.505,87 € et sont versés au Trésor à la fin de l'exercice.

nombre de bénéficiaires		augment./ diminution	décompte	décompte provisoire	augment./ diminution
31.12.2013	31.12.2014	en %	2013	2014	en %
589	728	23,60%	2.845.337,39	2.980.203,93	4,74
Recouvrements			667.479,56	895.058,65	34,10%
Restitutions			286.392,35	166.680,28	-41,80%
Total Recettes			953.871,91	1.061.738,93	11,31%
Dépense		:	1.891.465,48	1.918.465,00	1,43%

Exercice	Dossiers au 31.1.2	Variation	Cumul
1988	127		
1989	115	-9,45%	-9,45%
1990	118	2,61%	-7,09%
1991	116	-1,69%	-8,66%
1992	127	9,48%	0,00%
1993	135	6,30%	6,30%
1994	144	6,67%	13,39%
1995	138	-4,17%	8,66%
1996	169	22,46%	33,07%
1997	172	1,78%	35,43%
1998	186	8,14%	46,46%
1999	200	7,53%	57,48%
2000	205	2,50%	61,42%
2001	207	0,98%	62,99%
2002	222	7,25%	74,80%
2003	231	4,05%	81,89%
2004	233	0,87%	83,46%
2005	232	-0,43%	82,68%
2006	272	17,24%	114,17%
2007	297	9,19%	133,86%
2008	343	15,49%	170,08%
2009	421	22,74%	231,50%
2010	458	8,79%	260,63%
2011	513	12,01%	303,94%
2012	557	8,58%	338,58%
2013	589	5,75%	363,78%
2014	728	23,60%	473,23%

Evolution bénéficiaires



6. Allocation de vie chère

6.1. Législation :

Règlement du Gouvernement en Conseil du 18.10.2013 - allocation de vie chère

6.2. Commentaires :

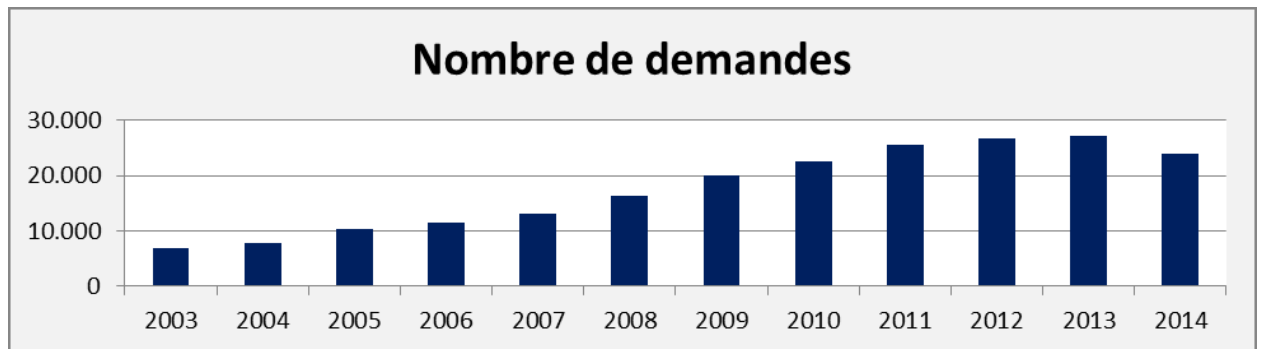
On constate une régression du nombre de demandes, qui s'élève pour l'exercice 2014 à 23.934 (2013 : 27.086). Il faut remarquer ici, que depuis l'exercice 2014, uniquement les demandes signées par tous les demandeurs et accompagnées par les pièces requises ont été enregistrées. Les demandes irrecevables ont été renvoyées aux demandeurs avec l'information quant aux modifications à apporter.

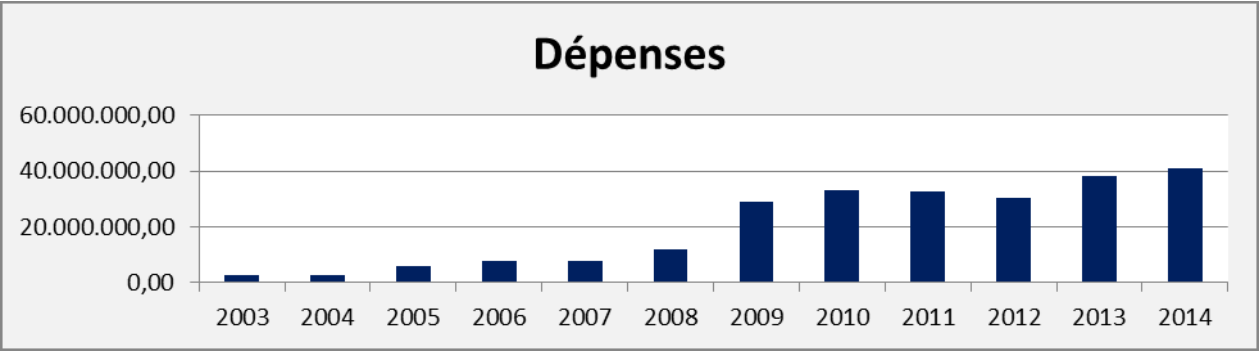
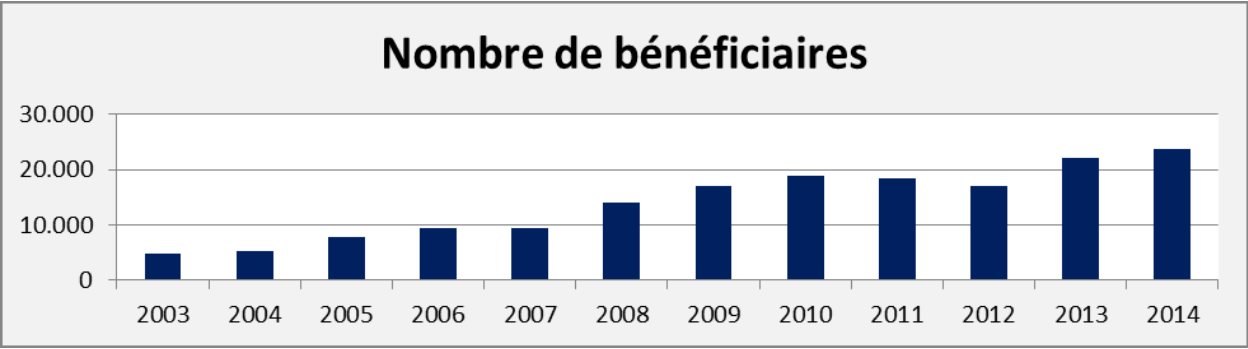
La décision quant à l'octroi de l'allocation sert souvent comme condition d'attribution d'autres prestations similaires payées par les administrations communales et autres institutions. A partir de l'année 2010, les bénéficiaires d'une allocation de vie chère ont droit au « Kulturpass ». De manière générale, le Fonds se charge de faire parvenir au bénéficiaire de l'AVC, ensemble avec la décision d'octroi de la prestation une notice d'information sur le « Kulturpass » ainsi qu'un formulaire de demande.

nbre de ménages bénéf. pour l'exercice		augment./ diminution	décompte	décompte provisoire	augment./ diminution
2013	2014	en %	2013	2014	en %
22.010	23.705	7,70%	38.253.782,34	41.090.004,97	7,41%

6.3. Evolution allocation de chauffage 2003 – 2008 / allocation de vie chère 2009 - 2014

Exercice	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de demandes	6.902	7.847	10.223	11.382	13.036	16.402	20.112	22.539	25.594	26.749	27.086	23.934
Variation		13,69%	30,28%	11,34%	14,53%	25,82%	22,62%	12,07%	13,55%	4,51%	1,26%	-11,64%
Bénéficiaires	4.719	5.297	7.751	9.431	9.495	13.904	17.040	18.759	18.460	17.088	22.010	23.705
Variation		12,25%	46,33%	21,67%	0,68%	46,43%	22,55%	10,09%	-1,59%	-7,43%	28,80%	7,70%
Dépense budgétaire (en millions)	2,73	2,85	5,72	7,64	7,68	12,03	29,08	32,94	32,69	30,27	38,25	41,09
Variation		4,39%	100,70%	33,59%	0,47%	56,69%	141,69%	13,26%	-0,75%	-7,40%	26,37%	7,41%





7. Accueil gérontologique

7.1. Législation :

Loi du 22 mai 1989 portant création d'une allocation de soins et organisant le placement dans une maison de soins

Loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit

Règlement grand-ducal du 27 septembre 2004 portant exécution de la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit

7.2. Commentaires :

Pour l'exercice 2014 le nombre des nouvelles demandes introduites se chiffre à 181 (2013: 226) dont 32 ont été refusées, 168 cas ont été annulés (dont 133 décès) et 4 affaires ont fait l'objet d'un recours auprès du Conseil Arbitral des Assurances Sociales. 24 demandes sont restées en instruction au 31.12.2014. Le nombre de bénéficiaires au 31.12..2014 a diminué de 31 pour atteindre 684 unités (-4,34%). Les prestations nettes au montant total de 7.255.092,80 à   ont diminuées de 5,42% par rapport à l'exercice précédent, pour lequel la dépense se chiffrait à 7.670.732,31 à.

nombre de bénéficiaires		augment./ diminution	décompte	décompte provisoire	augment./ diminution
31.12.2013	31.12.2014	en %	2013	2014	en %
715	684	-4,34	8.524.465,97	8.183.227,43	-4,00
% RECETTES		:	853.733,66	928.134,63	8,71
Dépense		:	7.670.732,31	7.255.092,80	-5,42%

8. Revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH)

8.1. Législation :

Loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

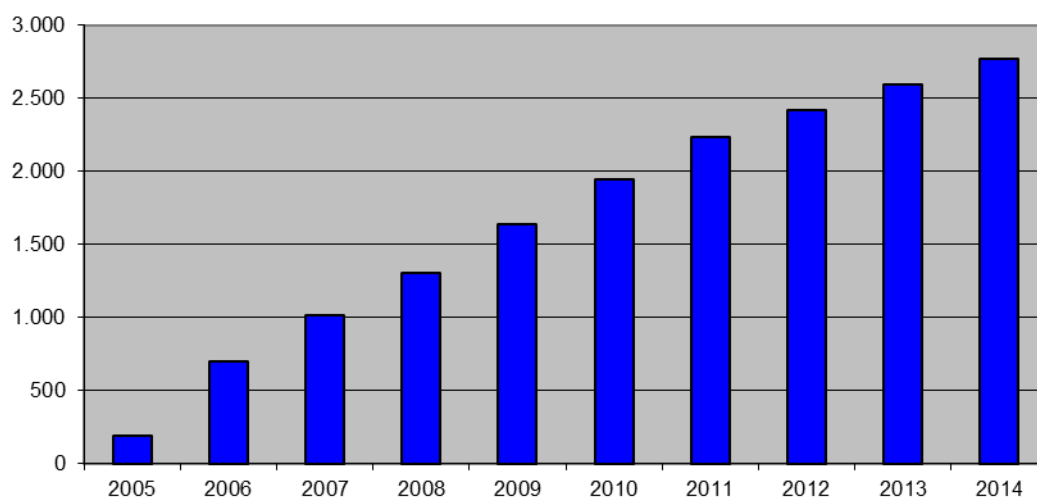
8.2. Commentaires :

La loi du 12 septembre 2003 (mise en vigueur : 1.6.2004) avait introduit un revenu en faveur des personnes handicapées qui présentent une diminution de la capacité de travail de 30% au moins. Les personnes reconnues travailleurs handicapés perçoivent soit un salaire pour travailleurs handicapés, soit un revenu pour personnes gravement handicapées. Cette dernière prestation, à charge du Fonds, s'élève mensuellement à un montant net (équivalent au RMG pour le premier adulte) de 1.298,18 € (N.I. 775,17). Le nombre de bénéficiaires au 31.12.2014 était de 2.771 unités pour une dépense annuelle de 40.944.449,77 € en augmentation de 10,60% par rapport à l'exercice 2013.

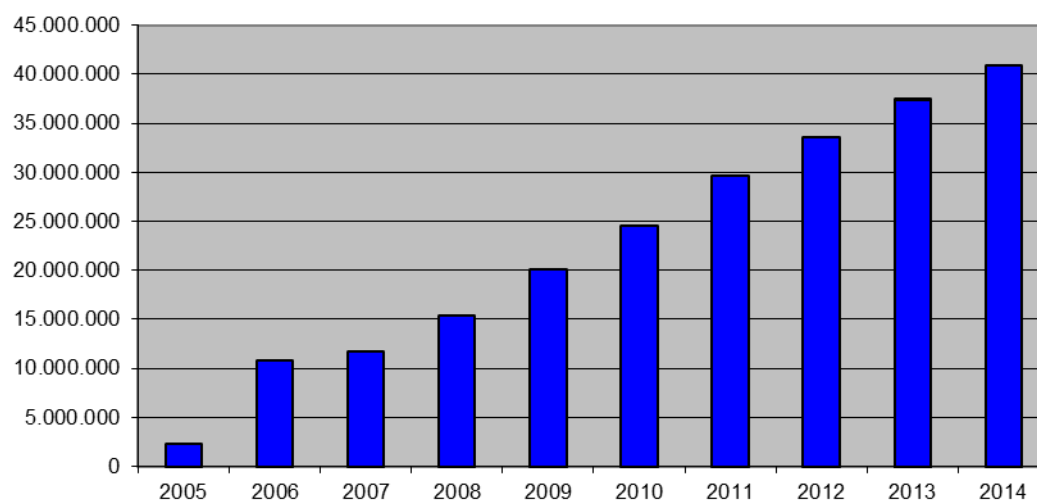
nombre de bénéficiaires au		augment./ diminution	décompte	décompte provisoire	augment./ diminution
31.12.2013	31.12.2014	en %	2013	2014	en %
2.595	2.771	6,78	37.863.411,73	41.738.476,77	10,23
% RECETTES		:	448.121,80	358.302,18	-20,04
Dépense		:	37.415.289,93	41.380.174,59	10,60%

Exercice	Dossiers au 31.1.2	Variation	Dépense nette	Variation
2005	191		2.232.233	
2006	697	264,92%	10.828.455	385,10%
2007	1.017	45,91%	11.777.387	8,76%
2008	1.310	28,81%	15.438.834	31,09%
2009	1.637	24,96%	20.079.835	30,06%
2010	1.944	18,75%	24.492.396	21,98%
2011	2.231	14,76%	29.644.818	21,04%
2013	2.595	16,32%	37.465.385	26,38%
2012	2.422	-6,67%	33.612.486	-10,28%
2013	2.595	7,14%	37.415.290	11,31%
2014	2.771	6,78%	40.944.450	9,43%

Evolution bénéficiaires



Evolution dépenses nettes



9. Forfait d'Education

9.1. Législation :

Loi modifiée du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation

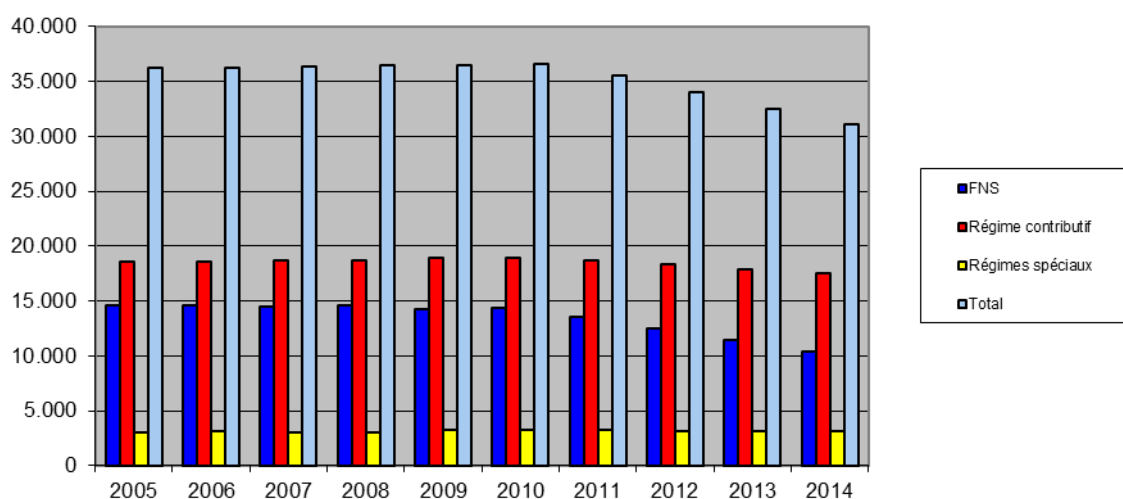
9.2. Commentaires :

Le nombre de bénéficiaires s'élevait à 31.057 au 31.12.2014. Pendant l'exercice 2014, le montant de 61.438.840,15 € a été liquidé. On constate une régression de 4,50 % pour la dépense à charge du budget de l'Etat par rapport à l'exercice précédent, ceci étant dû au fait que l'âge d'entrée pour cette prestation a été relevé à 65 ans. En outre, il y a beaucoup de pensions personnelles pour lesquelles les années-bébés sont mises en compte par les organismes de pension, ce qui entraîne le retrait du forfait d'éducation. On constate également un recul plus important pour les cas FNS ce qui est dû à la migration d'une partie de ces bénéficiaires vers les organismes de pension.

	nombre de bénéficiaires au		augment./ diminution	décompte	décompte provisoire	augment./ diminution
	31.12.2013	31.12.2014	en %	2013	2014	en %
FNS	11.450	10.413	-9,06	24.958.762,52	22.802.949,13	-8,64
CNAP	17.913	17.544	-2,06	32.575.646,95	31.870.832,96	-2,16
Etat	1.807	1.836	1,60	3.897.000,58	3.920.192,81	0,60
FEC	455	455	0,00	976.608,05	976.781,08	0,02
CFL	833	809	-2,88	1.928.662,75	1.868.084,17	-3,14
Total brut	32.458	31.057	-4,32	64.336.680,85	61.438.840,15	-4,50
Ass. maladie / part patr.			:	1.728.172,74	1.648.261,44	-4,62
Total Forfait d'éducation			:	66.064.853,59	63.087.101,59	-4,51
% RECETTES			:	79.535,69	7.438,44	-90,65
Dépense			:	65.985.317,90	63.079.663,15	-4,40%

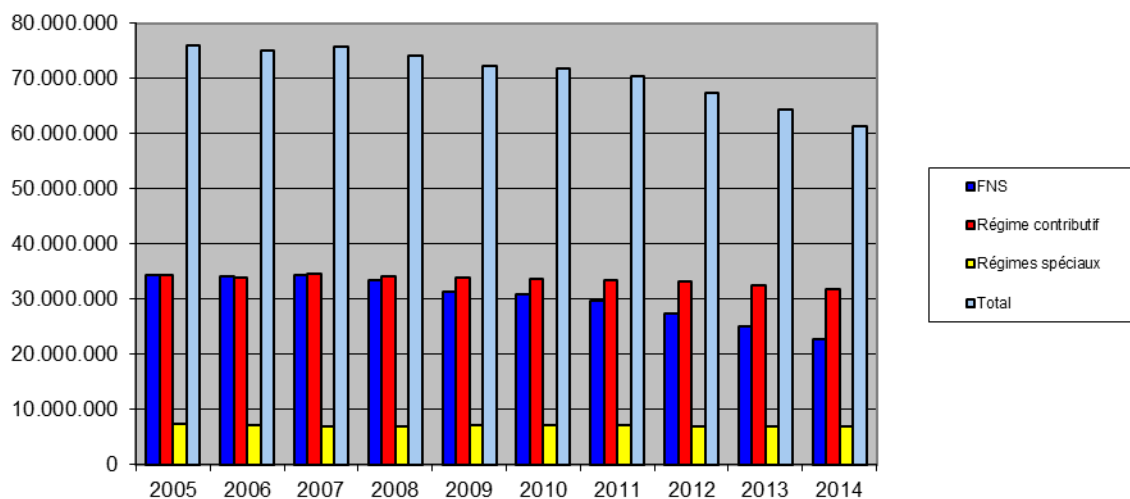
Exercice	Dossiers au 31.12				Variation
	FNS	Régime contrib.	Rég. Spéciaux	Total	
2005	14.585	18.598	3.087	36.270	
2006	14.572	18.557	3.098	36.227	-0,12%
2007	14.490	18.750	3.055	36.295	0,19%
2008	14.601	18.738	3.070	36.409	0,31%
2009	14.225	18.919	3.289	36.433	0,07%
2010	14.340	18.960	3.298	36.598	0,45%
2011	13.520	18.736	3.228	35.484	-3,04%
2012	12.485	18.344	3.180	34.009	-4,16%
2013	11.450	17.913	3.095	32.458	-4,56%
2014	10.413	17.544	3.100	31.057	-4,32%

Evolution bénéficiaires - forfait d'éducation



Exercice	Dépenses brutes				Variation
	FNS	Régime contrib.	Rég. Spéciaux	Total	
2005	34.399.136	34.215.572	7.345.307	75.960.016	
2006	34.038.117	33.848.265	7.127.454	75.013.836	-1,25%
2007	34.279.314	34.507.645	6.980.018	75.766.977	1,00%
2008	33.398.390	34.030.681	6.757.926	74.186.998	-2,09%
2009	31.416.428	33.767.810	7.115.379	72.299.616	-2,54%
2010	30.943.851	33.611.227	7.214.632	71.769.709	-0,73%
2011	29.674.496	33.454.971	7.183.766	70.313.232	-2,03%
2012	27.314.479	33.171.694	6.937.010	67.423.184	-4,11%
2013	24.958.763	32.575.647	6.802.271	64.336.681	-4,58%
2014	22.802.949	31.870.833	6.765.058	61.438.840	-4,50%

Evolution dépenses brutes - forfait d'éducation



10. Répression des Fraudes et Recouvrement

Le service recouvrement s'occupe principalement de la procédure de recouvrement et recouvrement forcé de tous les montants indûment payés dans le cadre de toutes les prestations dont le FNS a la charge et accessoirement du recouvrement forcé des créances du FNS émanant du service Restitutions.

Les tâches journalières du service s'orientent en général vers la gestion des retenues opérées par le FNS sur les prestations mensuelles et uniques payées à ses bénéficiaires débiteurs ainsi vers l'analyse des dossiers en suspens.

La vérification des dossiers constitue le premier pas actif dans le cadre de la procédure appliquée par le service.

Suite à certains problèmes dans différents dossiers, le service a modifié sa procédure de recouvrement forcé en 2009 en demandant, au préalable l'établissement d'un titre exécutoire par la justice de paix avant d'entamer une requête de saisie sur salaire ou une exécution par un huissier de justice. Cette modification entraîne un supplément de travail par dossier mais le Fonds considère que le taux de réussite augmentera progressivement.

Cette procédure est aussi appliquée pour les bénéficiaires d'une indemnité d'insertion, ceci afin d'éviter une saisie sur l'indemnité. Le service recouvrement s'occupe également du recouvrement forcé de trop-payés dans le cadre du paiement d'une indemnité d'insertion. Dans ce contexte, le Service national d'action sociale transmet les créances via fichier électronique.

Dans le cadre de l'analyse des dossiers de recouvrement dits « sensibles » dans lesquels une entrevue avec le débiteur s'impose, le service a continué en 2012 d'entreprendre des visites à domiciles. Cette démarche s'inscrit dans l'objectif du service visant à résoudre un maximum de cas à l'amiable.

Parallèlement à ces tâches de recouvrement proprement dites, le service assure également la gestion des dossiers de surendettement touchant le Fonds national de solidarité soit en qualité de « tiers saisi » ou de créancier.

Depuis 2009, le service est également chargé de représenter le Fonds national de solidarité dans les requêtes de gestion tutélaire des prestations sociales auprès des différentes juridictions des tribunaux de paix.

Finalement, le service de recouvrement collabore activement avec le service avance et recouvrement de pensions alimentaires dont les procédures ont été entièrement refondues, ce qui a engendré un supplément de travail.

Le solde à récupérer s'élève à ±19,73 Mio euros.

Depuis 2012, le service Recouvrement a également entrepris d'effectuer de fréquentes sorties sur le terrain dans le cadre de sa lutte contre les fraudes. Des contacts avec de nombreux commissariats de proximité de la Police ont été pris et une collaboration fructueuse s'est mise en place. Le service Recouvrement (rebaptisé : Répression des Fraudes et Recouvrement) traite toutes les dénonciations rentrant au FNS de diverses sources et organise des contrôles collectifs d'adresses déterminées. Il prépare les dossiers en vue de dépôts de plainte au Parquet Général.

11. Service Restitutions

Le service restitutions a pour mission de réclamer la restitution des prestations

- Contre le bénéficiaire de l'allocation complémentaire revenu à meilleure fortune (vente d'un bien immobilier, héritage, partage etc.)
- Contre le donataire du bénéficiaire d'une allocation complémentaire ou d'une prestation servie dans le cadre de l'accueil gérontologique
- Contre le légataire d'une allocation complémentaire du revenu pour personnes gravement handicapées et du bénéficiaire d'une allocation complémentaire
- Contre la succession du bénéficiaire d'une allocation complémentaire, d'une prestation de l'accueil gérontologique, du revenu pour personnes gravement handicapées et de l'avance de la pension alimentaire

et traite ses dossiers en étroite collaboration avec le service recouvrement relatif au remboursement cumulé des prestations dues et indues .

Pour la garantie des demandes en restitution, les immeubles appartenant aux bénéficiaires de l'allocation complémentaire sont grevés d'une hypothèque légale requise par le Fonds. Le service gère actuellement +- 6.500 hypothèques pour lesquelles il doit effectuer les renouvellements décennaux et les mainlevées. Nombre de postpositions sont instruites et accordées sur demandes des organismes financiers.

Les requêtes des notaires chargées des ventes des immeubles et des rédactions des déclarations de successions sont vérifiées et les renseignements pratiques permettent de formuler des revendications à l'égard des bénéficiaires.

Le service s'occupe des courriers émanant des cabinets des avocats et des instituts financiers tendant à recouvrer des créances moyennant saisie-arrest spéciale sur les prestations liquidées.

Les organismes de sécurité sociale, notamment l'association d'assurance contre les accidents, informent le Fonds de leurs demandes de rachat de rentes de sorte que le service peut ainsi récupérer directement ses prestations allouées.

Dans ses actions et recours contre le tiers, le service réclame la restitution d'allocations complémentaires contre le tiers responsable du fait qui a rendu nécessaire le paiement de la prestation.

Le service restitutions se concerte avec les receveurs de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines en vue de la vérification ou de l'ajustement des valeurs données aux biens immobiliers repris dans les déclarations de succession et parfois les actes notariés. L'accès à la consultation de la propriété cadastrale permet de retracer les mutations des biens et l'établissement de la propriété. Ensemble avec les données de l'outil Géoportail, le service dispose d'une situation claire et précise des biens lui permettant une gestion plus rigoureuse et efficace.

En vue de la récupération de ses prestations allouées à un bénéficiaire défunt, à défaut de successeurs ou de renonciation des successeurs, le service entame la procédure et demande le jugement de la succession vacante auprès du tribunal d'arrondissement. Le service se charge également de la récupération d'éventuels soldes auprès de la Caisse de Consignation ou des organismes financiers.

11.1. Evolution Recouvrements et Restitutions

Exercice	Total prestations	RMG	RPGH	Pensions alim.	Accueil géronot.	Forfait d'éduc.
2000	2.555.605,70 €	2.407.088,70 €	0,00 €	148.517,00 €	0,00 €	0,00 €
2001	2.628.121,37 €	2.582.928,37 €	0,00 €	45.193,00 €	0,00 €	0,00 €
2002	3.451.102,18 €	3.435.135,18 €	0,00 €	15.967,00 €	0,00 €	0,00 €
2003	4.149.043,97 €	3.982.800,21 €	0,00 €	36.132,00 €	67.252,88 €	62.858,88 €
2004	5.075.886,42 €	4.566.963,56 €	0,00 €	232.779,00 €	77.792,61 €	198.351,25 €
2005	6.333.683,03 €	5.678.289,00 €	0,00 €	102.415,00 €	46.793,71 €	506.185,32 €
2006	9.278.620,35 €	8.675.906,42 €	0,00 €	167.578,00 €	157.838,15 €	277.297,78 €
2007	13.373.018,03 €	12.778.091,73 €	0,00 €	88.892,00 €	251.325,00 €	254.709,30 €
2008	13.160.272,17 €	12.080.399,95 €	414.893,39 €	233.186,00 €	221.976,18 €	209.816,66 €
2009	13.040.874,09 €	12.195.186,06 €	446.404,22 €	248.362,00 €	13.528,90 €	137.392,91 €
2010	14.883.823,06 €	13.610.932,43 €	433.429,38 €	285.954,00 €	339.484,33 €	214.022,92 €
2011	15.994.985,15 €	13.804.820,13 €	535.664,91 €	515.525,36 €	930.649,75 €	208.325,00 €
2012	17.045.488,45 €	14.672.775,03 €	749.063,49 €	751.263,17 €	623.449,70 €	248.937,06 €
2013	20.777.516,09 €	18.411.328,28 €	470.397,69 €	958.811,87 €	856.326,23 €	80.652,02 €
2014	21.015.746,56 €	18.687.526,43 €	358.302,18 €	1.061.738,93 €	899.841,47 €	8.337,55 €

Evolution globale

